



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 69.921/2/V
du 18 aout 2021

advies 69.921/2/V
van 18 augustus 2021

sur

over

un avant-projet de loi
'modifiant la loi du
25 avril 2014 relative au statut
et au contrôle des
établissements de crédit et des
sociétés de bourse'

een voorontwerp van wet 'tot
wijziging van de wet van
25 april 2014 op het statuut van
en het toezicht op
kredietinstellingen en
beursvennootschappen'

Le 15 juillet 2021, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Finances, chargé de la Coordination de la lutte contre la fraude à communiquer un avis, dans un délai de trente jours prorogé de plein droit * jusqu'au 31 août 2021, sur un avant-projet de loi 'modifiant la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit et des sociétés de bourse'.

L'avant-projet a été examiné par la deuxième chambre des vacations le 18 août 2021. La chambre était composée de Pierre VANDERNOOT, président de chambre, Bernard BLERO et Christine HOREVOETS, conseillers d'État, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, assesseur, et Charles-Henri VAN HOVE, greffier assumé.

Le rapport a été présenté par Anne-Stéphanie RENSON et Aurore PERCY, auditeurs adjoints.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre VANDERNOOT.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 18 août 2021.

*

* Ce délai résulte de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, *in fine*, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973 qui précise que ce délai est prolongé de plein droit de quinze jours lorsqu'il prend cours du 15 juillet au 31 juillet ou lorsqu'il expire entre le 15 juillet et le 15 août.

Op 15 juli 2021 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Financiën, belast met de Coördinatie van de fraudebestrijding verzocht binnen een termijn van dertig dagen van rechtswege* verlengd tot 31 augustus 2021 een advies te verstrekken over een voorontwerp van wet 'tot wijziging van de wet van 25 april 2014 op het statuut van en het toezicht op kredietinstellingen en beursvennootschappen'.

Het voorontwerp is door de tweede vakantiekamer onderzocht op 18 augustus 2021. De kamer was samengesteld uit Pierre VANDERNOOT, kamervoorzitter, Bernard BLERO en Christine HOREVOETS, staatsraden, Sébastien VAN DROOGHENBROECK, assessor, en Charles-Henri VAN HOVE, toegevoegd griffier.

Het verslag is uitgebracht door Anne-Stéphanie RENSON en Aurore PERCY, adjunct-auditeurs.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre VANDERNOOT.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 18 augustus 2021.

*

* Deze verlenging vloeit voort uit artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, *in fine*, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, waarin wordt bepaald dat deze termijn van rechtswege verlengd wordt met vijftien dagen wanneer hij begint te lopen tussen 15 juli en 31 juli of wanneer hij verstrijkt tussen 15 juli en 15 augustus.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique de l'avant-projet[‡], à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

1.1. L'article 36, paragraphe 4, du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 'relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)', combiné avec son article 57, paragraphe 1, c), et le considérant 96 de son préambule, ainsi qu'avec, le cas échéant, l'article 2, alinéa 2, de la loi du 30 juillet 2018 'relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel', prévoit une obligation de consulter l'autorité de contrôle, en l'occurrence l'Autorité de protection des données visée dans la loi du 3 décembre 2017 'portant création de l'Autorité de protection des données', dans le cadre notamment de l'élaboration d'une proposition de mesure législative devant être adoptée par un parlement national qui se rapporte au traitement.

1.2. Interrogée quant à la question de savoir si les articles 14 et 16 à 18 de l'avant-projet avaient été soumis à l'avis de l'Autorité de protection des données dès lors que, conformément à l'article 24, paragraphe 3, de la directive (UE) 2019/2162 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 'concernant l'émission d'obligations garanties et la surveillance publique des obligations garanties et modifiant les directives 2009/65/CE et 2014/59/UE', la publication prévue par ces articles comporte notamment « l'identité de la personne physique ou morale à laquelle la sanction ou la mesure est infligée », la déléguée a répondu ce qui suit :

« Si une telle publication du nom est requise, il s'agira nécessairement du nom d'un établissement de crédit (puisque seuls ceux-ci sont autorisés à émettre des *covered bonds* belges). Or, les règles applicables en matière de traitement de données à caractère personnel, ne s'appliquent qu'aux personnes physiques. Une telle demande d'avis ne sera donc pas nécessaire ».

Il ne saurait toutefois être exclu que les décisions de condamnation pénale dont la publicité est envisagée par l'article 18 de l'avant-projet concernent des personnes physiques, en sorte que l'avis de l'Autorité de protection des données serait malgré tout requis sur cet aspect de l'avant-projet.

[‡] S'agissant d'un avant-projet de loi, on entend par « fondement juridique » la conformité aux normes supérieures.

1.3. Au sujet de l'article 15/1, § 1^{er}, 3°, en projet, de l'annexe III à la loi du 25 avril 2014 'relative au statut et au contrôle des établissements de crédit et des sociétés de bourse' (ci-après : « la loi bancaire ») ¹, qui prévoit, à défaut de sureté garantissant les actifs de couverture, la publication du domicile ou du siège social des débiteurs de ces actifs, la déléguée du Ministre a indiqué ce qui suit :

« Le nom des débiteurs n'est pas demandé et le texte va être adapté afin de préciser qu'une répartition géographique des domiciles et sièges sociaux des débiteurs doit être rapportée. Les données spécifiques des clients ne doivent donc pas être identifiées ».

L'avant-projet sera par conséquent modifié en ce sens pour exclure tout traitement de données à caractère personnel.

2. L'article 13, paragraphe 4, et l'article 17, paragraphe 2, de la directive (UE) 2019/2162 prévoient une obligation d'information de l'Autorité bancaire européenne (ci-après : « l'ABE ») lorsque, respectivement, les États membres exigent que les établissements de crédit désignent un contrôleur du panier de couverture et lorsqu'ils autorisent l'émission d'obligations garanties avec des structures d'échéance prorogeables.

Dès lors que l'auteur de l'avant-projet fait usage de ces deux possibilités, il veillera à respecter l'obligation d'information à l'ABE.

3. Si l'accomplissement de ces formalités devait encore donner lieu à des modifications du texte soumis à la section de législation qui ne résulteraient pas également des suites réservées au présent avis, les dispositions modifiées devraient lui être soumises à nouveau conformément à l'article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois coordonnées 'sur le Conseil d'État'.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

1. La loi bancaire a été modifiée par les articles 16 à 301 de la loi du 11 juillet 2021 'visant à assurer la transposition de la directive 2019/878 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019, de la directive 2019/879 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019, de la directive 2019/2034 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019, de la directive 2019/2177 du Parlement européen et du Conseil du 19 décembre 2019, de la directive 2021/338 du Parlement européen et du Conseil du 16 février 2021 et portant dispositions diverses', publiée au *Moniteur belge* du 23 juillet 2021.

¹ Article 47 de l'avant-projet.

L'article 315 de la loi du 11 juillet 2021 énonce, concernant son entrée en vigueur, la disposition suivante :

« La présente loi entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Par exception, les articles 16, 17 et 18, 1°, 3°, 4°, 7°, 10° à 18° et 20° à 23° et les articles 20, 21, 22, 27, 30, 1° et 3°, 31, 32, 34, 36 à 41, 43, 66, 67, 162, 165, 166, 218, 219, 220, 224, 228, 230 à 232, 259, 263, 266, 2° et 302 entrent en vigueur le jour auquel la loi transposant la Directive (UE) 2019/2034 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 concernant la surveillance prudentielle des entreprises d'investissement et modifiant les Directives 2002/87/CE, 2009/65/CE, 2011/61/UE, 2013/36/UE, 2014/59/UE et 2014/65/UE entre en vigueur tel que cette loi le précisera pour les besoins du présent alinéa.

Par exception, l'article 71 entre en vigueur le 28 juin 2021.

Par exception, les articles 47, 54, 55, 56, 57, 58, 61, 1° et 62 de la présente loi entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2023.

Par exception, les articles 270 et 271 de la présente loi entrent en vigueur le 12^[ème] mois après la publication de la présente loi au *Moniteur belge*.

Par exception, les articles 303 à 309 entrent en vigueur le 30 juin 2021 ».

L'auteur de l'avant-projet veillera à tenir compte des dispositions de la loi du 11 juillet 2021 entrées en vigueur avant l'adoption de la loi en projet, qui apportent des modifications à la loi bancaire ².

2.1. Le dossier soumis à la section de législation contient un tableau de concordance entre le texte de la directive (UE) 2019/2162, d'une part, et, d'autre part, le texte de l'avant-projet de loi.

Si ce tableau s'avère très utile, il n'est toutefois pas suffisant. L'exposé des motifs doit être complété par la présentation d'un tableau établissant une correspondance en sens inverse afin que le Parlement puisse se prononcer en parfaite connaissance de cause sur le choix des moyens mis en œuvre par l'auteur de l'avant-projet pour assurer la transposition de la directive et afin d'éviter que l'exercice du droit d'amendement prévu par l'article 76 de la Constitution excède les limites du pouvoir d'appréciation que le droit européen reconnaît aux États membres ³.

² L'attention de l'auteur de l'avant-projet est spécialement attirée sur l'article 16 de la loi du 11 juillet 2021, qui modifie l'intitulé de la loi bancaire. Si cet article entre en vigueur avant l'adoption de la loi en projet, il conviendra d'adapter l'intitulé de l'avant-projet, l'intitulé de son chapitre II, ainsi que la phrase liminaire de l'article 3. Par ailleurs, dès lors que seules les modifications en vigueur d'un article modifié doivent être mentionnées, la phrase liminaire des articles 3, 4, et 6 sera revue pour mentionner, le cas échéant, la modification opérée par la loi du 11 juillet 2021.

³ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandations n^{os} 191 à 193.

2.2. De l'accord de la déléguée du Ministre, il convient, par ailleurs, d'apporter au tableau de concordance de la directive (UE) 2019/2162 les corrections suivantes :

a) l'article 6, paragraphe 6, de la directive sera transposé par un arrêté royal pris en exécution de l'article 81, § 4, 1°, en projet de la loi bancaire, tel que cette disposition est remplacée par l'article 8 de l'avant-projet ;

b) l'article 12, paragraphe 1, alinéa 2, de la directive est transposé par l'article 28, 2°, de l'avant-projet, et le sera par un arrêté royal d'exécution ;

c) concernant l'article 15, paragraphes 1 et 2, de la directive, il y a lieu d'indiquer que la transposition est assurée par l'article 4, alinéa 1^{er}, de l'annexe III et non par l'article 4, § 1^{er}, de cette annexe ;

d) l'article 15, paragraphe 8, de la directive sera transposé par un arrêté royal d'exécution ;

e) concernant l'article 17 de la directive, il y a lieu d'indiquer que la transposition est assurée par l'article 8, § 3, b), de l'annexe III et non par l'article 8, § 3, c), de cette annexe ;

f) l'article 18, paragraphe 6, de la directive est transposé par l'article 12bis de la loi du 22 février 1998 'fixant le statut organique de la Banque Nationale de Belgique' ;

g) l'article 19, paragraphe 2, c), de la directive est transposé par l'article 80, § 2, 3°, de la loi bancaire, et l'article 19, paragraphe 2, d), de la directive, par l'article 80, § 2, 1°, de la loi bancaire ;

h) l'article 20, paragraphe 1, de la directive est transposé par l'article 42 de l'avant-projet, qui insère l'article 12/1 de l'annexe III (et non l'article 18 de cette annexe) ;

i) l'article 21, paragraphe 3, de la directive est transposé par l'article 12/1 de l'annexe III (voir l'observation formulée sous l'article 42) ;

j) L'article 26, paragraphe 1, c), et paragraphe 3, de la directive est transposé par les articles 5 et 9 de l'avant-projet (voir les observations formulées sous ces articles 5 et 9).

3. Les habilitations au Roi contenues dans plusieurs dispositions de l'avant-projet (voir notamment les articles 25 et 48) ne peuvent avoir un caractère facultatif dès lors que la transposition de la directive implique nécessairement qu'un arrêté soit pris.

Il y a lieu d'adapter la formulation des habilitations contenues dans ces dispositions afin de leur conférer un caractère obligatoire ⁴.

⁴ Voir en ce sens l'avis 50.141/2 donné le 21 septembre 2011 sur un avant-projet devenu la loi du 3 août 2012 'relative aux organismes de placement collectif qui répondent aux conditions de la Directive 2009/65/CE et aux organismes de placement en créances', *Doc. parl.*, Chambre, 2011-2012, n° 53-2218/1, pp. 261 à 296, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/50141.pdf>.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

INTITULÉ

Dès lors que l'article 50 de l'avant-projet à l'examen tend à modifier la loi du 11 mars 2018 'relative au statut et au contrôle des établissements de paiement et des établissements de monnaie électronique, à l'accès à l'activité de prestataire de services de paiement, et à l'activité d'émission de monnaie électronique, et à l'accès aux systèmes de paiement', l'intitulé de l'avant-projet mentionnera également cette loi.

ARRÊTÉ DE PRÉSENTATION

Le préambule de l'arrêté de présentation doit se limiter à la formule suivante :

« Sur la proposition du Ministre des Finances ; ».

DISPOSITIF

Article 2

Il sera précisé que le projet n'assure qu'une transposition partielle de la directive (UE) 2019/2162.

Article 5

Interrogée au sujet de la transposition de l'article 26, paragraphe 1, c), de la directive (UE) 2019/2162, la déléguée du Ministre a répondu ce qui suit :

« Si les exigences applicables sont respectées une fois le projet de loi entré en vigueur, les *covered bonds* belges répondront à la dénomination de 'obligations garanties européennes' et les lettres de gage belges correspondront aux 'obligations garanties européennes (de qualité supérieur[e])'. Ceci ressort également du nouvel article 6, § 3 de la loi relatif aux dénominations, qui fait respectivement référence pour chacune des dénominations prévues par la Directive aux dénominations '*covered bonds* belges' et 'lettres de gage belges'. L'article 26, paragraphe 3 de la Directive est donc transposé à l'article 82, alinéa 2, dernière phrase, lu en combinaison avec l'article 6 de la loi tel que modifié par le projet. Nous allons encore apporter une clarification à l'article 6 afin d'éviter tout malentendu ».

L'article 6, § 3, en projet, de la loi bancaire sera clarifié afin d'assurer la transposition de l'article 26, paragraphe 1, c), de la directive (UE) 2019/2162.

Article 7

Dans un souci de sécurité juridique, il y a lieu de prévoir, à l'article 80 en projet de la loi bancaire, l'envoi d'un accusé de réception de la demande d'autorisation et d'un accusé de réception de dossier complet, ainsi que les délais dans lesquels ces accusés doivent être envoyés ⁵, ou d'habiliter le Roi à préciser la procédure sur ces points.

Article 8

Aux termes de l'article 81, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, en projet de la loi bancaire, la Banque nationale de Belgique est habilitée à déterminer les informations requises dans le cadre de l'introduction de la demande d'autorisation sur une émission ou un programme d'émission donné, étant entendu que les informations doivent au moins porter sur les aspects énumérés à l'article 81, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1^o à 4^o, en projet.

Cette disposition confie à la Banque nationale de Belgique un pouvoir dont il n'est pas exclu qu'il puisse s'exercer par la voie réglementaire.

La section de législation a déjà souligné à plusieurs reprises par le passé que l'attribution de compétences réglementaires à des organismes ou institutions publics ou à leurs organes est difficilement conciliable avec les principes généraux du droit public belge en ce qu'il est ainsi porté atteinte au principe de l'unité du pouvoir réglementaire et que tout contrôle parlementaire direct fait alors défaut en la matière. Les actes réglementaires de ce type sont en outre dépourvus des garanties dont est assortie la réglementation classique, telles que celles en matière de publication et de contrôle préventif exercé par la section de législation du Conseil d'État ; en outre, cette pratique rend incertaine la détermination de la place qu'occupent ces actes réglementaires dans la hiérarchie des normes.

Si, dans le passé, la section de législation a déjà jugé admissibles certaines exceptions à l'interdiction de déléguer une compétence réglementaire à de tels organismes ou institutions, il s'agissait généralement de délégations de portée limitée et d'une technicité telle que l'on pouvait considérer que les organismes ou institutions qui devaient appliquer la réglementation concernée, étaient également les mieux placés pour l'élaborer en connaissance de cause et exercer la compétence ainsi déléguée ⁶.

⁵ Voir, par exemple, le libellé de l'article 81, § 2, en projet, de la loi bancaire et voir en ce sens l'avis 66.905/4 donné le 12 février 2020 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 mars 2020 'insérant certaines dispositions relatives à la procédure d'agrément des réseaux hospitaliers cliniques locorégionaux dans le Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé' (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/66905.pdf>) et l'avis 69.199/4 donné le 11 mai 2021 sur un projet d'arrêté du Gouvernement wallon 'modifiant et abrogeant certaines dispositions du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, Deuxième partie, Livre V, Titre VI et Titre VII, relatives aux services d'aide précoce, aux services d'accompagnement pour adultes, aux services d'aide à l'intégration des jeunes handicapés et aux services organisant du répit en faveur des aidants proches et des personnes handicapées et l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2010 relatif au subventionnement des mesures de l'accord tripartite pour le secteur non-marchand privé wallon'.

⁶ Voir l'avis 40.615/2 donné le 6 juin 2006 sur un avant-projet devenu la loi du 20 juillet 2006 'portant des dispositions urgentes diverses' (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/40615.pdf>) et l'avis 69.453/2 donné le 24 juin 2021 sur un avant-projet de loi 'portant organisation d'un Registre des crédits aux entreprises'.

Il appartient à l'auteur de l'avant-projet de vérifier que le pouvoir réglementaire délégué à la Banque nationale de Belgique est de portée limitée et d'une technicité telle qu'elle est la mieux placée pour l'élaborer. L'article 81, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, en projet de la loi bancaire sera à tout le moins revu afin de prévoir que le règlement adopté par la Banque nationale sera soumis à l'approbation du Roi ⁷.

La même observation vaut pour l'article 35, 7°, de l'avant-projet en ce qui concerne l'article 8, § 5, 3°, en projet, de l'annexe III à la loi bancaire.

Article 9

1. Dans la version française de l'article 82, alinéa 3, en projet de la loi bancaire, la deuxième occurrence du mot « de » sera omise.

2. Comme l'a confirmé la déléguée du Ministre, afin d'assurer la transposition de l'article 26, paragraphe 3, de la directive (UE) 2019/2162, l'article 82 en projet de la loi bancaire sera complété par l'indication que les listes sont communiquées annuellement à l'ABE.

Article 14

L'article 236, § 4/1, en projet de la loi bancaire, est libellé comme suit :

« § 4/1. Lorsque les mesures visées au présent article sont adoptées pour non-respect des obligations prévues par ou en vertu de la présente loi en vue de la transposition des Directives 2014/65/UE et 2019/2162/UE, l'autorité de contrôle publie l'adoption de ces mesures, respectivement, conformément, aux articles 71 et 24 desdites directives ».

Une directive européenne s'adresse aux États membres et oblige ceux-ci à la transposer, c'est-à-dire à en intégrer les règles dans leur droit interne. La section de législation déconseille ainsi en principe de procéder à une telle transposition par référence aux dispositions de directives dès lors qu'une telle méthode ne garantit pas la transposition effective de ces dispositions en droit interne ⁸. En effet, la Cour de justice estime que la transposition en droit

⁷ À l'instar des articles 46, 6°, et 48, 4°, de l'avant-projet, qui prévoient que la Banque nationale de Belgique adopte un règlement pris en application de l'article 12bis, § 2, de la loi du 22 février 1998 'fixant le statut organique de la Banque Nationale de Belgique', lequel dispose en son alinéa 3 : « Ces règlements ne sortissent leurs effets qu'après leur approbation par le Roi et leur publication au *Moniteur belge*. Le Roi peut apporter des modifications à ces règlements ou établir Lui-même les règles qu'Il détermine si la Banque n'a pas pris de règlement ».

⁸ *Principes de technique législative - Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 183.

Rappelant ce principe, la section de législation a ainsi critiqué la disposition d'un avant-projet d'ordonnance de la Région de Bruxelles-Capitale 'visant à transposer la directive (UE) 2015/996' par le biais d'une disposition se limitant à faire référence à l'annexe de cette directive (avis 62.343/1 donné le 23 novembre 2017 sur l'avant-projet devenu l'ordonnance du 19 avril 2018 'modifiant l'ordonnance du 17 juillet 1997 relative à la lutte contre le bruit en milieu urbain', *Doc. parl.*, Parl. Rég. Brux.-Cap., n° A-632/1, 2017-2018, p. 8, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/avis/62343.pdf>).

interne doit être assurée d'une façon suffisamment claire et précise⁹. La technique de la transposition par référence est en tout cas inadmissible lorsque les dispositions de directives auxquelles il est fait référence laissent une marge d'appréciation aux États membres, comme c'est le cas de l'article 71 de la directive 2014/65/UE et de l'article 24 de la directive 2019/2162/UE, auxquels il est fait référence dans l'avant-projet.

L'article 14 de l'avant-projet sera par conséquent revu afin d'assurer la transposition effective des dispositions précitées.

La même observation vaut pour les articles 16 à 18 de l'avant-projet.

Article 21

1. La déléguée du Ministre a indiqué que les notions de « patrimoine spécial », qui figure à l'article 21, 5°, de l'avant-projet, et de « panier de couverture », qui figure à l'article 3, 3°, de la directive (UE) 2019/2162, ont la même portée.

Cette précision figurera utilement dans l'exposé des motifs.

2. Interrogée sur la raison pour laquelle les mots « qui déterminent la nature du panier de couverture [du patrimoine spécial] », qui figurent à l'article 3, 12°, de la directive (UE) 2019/2162, n'ont pas été transposés à l'article 21, 12°, de l'avant-projet, la déléguée du Ministre a exposé ce qui suit :

« Il a été choisi de transposer ces mots par les mots 'qui composent majoritairement le patrimoine spécial' car ces derniers mots explicitent de manière plus claire ce que visent les termes 'actifs principaux'. Les termes 'nature du patrimoine spécial' ne sont d'ailleurs repris ni explicités nulle part ailleurs dans la Directive ».

Ces éléments figureront utilement dans l'exposé des motifs.

⁹ C.J., arrêt *Commission c. Allemagne*, 20 mars 1997, C-96/95, ECLI:EU:C:1997:165, point 36.

Article 24

De l'accord de la déléguée, dans la phrase introductive de l'article 1^{er}/2, en projet, de l'annexe III de la loi bancaire, les mots « article 81, § 4, 2° » seront remplacés par les mots « article 81, § 4, 1° ».

Article 25

L'article 81, § 4, 2°, en projet de la loi bancaire et l'article 1/3, § 2, en projet de l'annexe III ont le même objet, à savoir habiliter le Roi à déterminer les conditions auxquelles les contrats dérivés doivent répondre. La première disposition prévoit toutefois que l'arrête royal doit être délibéré en Conseil des ministres.

De l'accord de la déléguée du Ministre, le projet sera adapté pour lever cette incohérence.

Article 41

Dans la phrase liminaire, il sera précisé que l'article 12 de l'annexe III de la loi bancaire a été modifié par la loi du 27 juin 2021.

Article 42

L'article 21, paragraphe 3, de la directive (UE) 2019/2162 dispose que

« [l]es États membres fixent les règles applicables à la communication d'informations en vertu du paragraphe 2 par les établissements de crédit émetteurs d'obligations garanties aux autorités compétentes désignées conformément à l'article 18, paragraphe 2, en cas d'insolvabilité ou de résolution d'un établissement financier émetteur d'obligations garanties ».

Interrogée au sujet de la transposition de cette disposition, la déléguée du Ministre a indiqué qu'en cas d'insolvabilité ou de résolution, cette obligation de *reporting* incombe au gestionnaire de portefeuille en vertu de l'article 12/1, alinéa 1^{er}, de l'annexe III de la loi bancaire, lequel prévoit qu'

« [e]n cas de procédure de liquidation ou de résolution d'un établissement de crédit ayant émis des *covered bonds* belges, la Banque, le gestionnaire de portefeuille et, le cas échéant, l'autorité de résolution coopèrent et échangent les informations nécessaires aux fins des procédures précitées et afin de garantir le respect des droits et intérêts des détenteurs de *covered bonds* belges, notamment en s'assurant de la gestion continue et conforme aux exigences légales et réglementaires du programme de *covered bonds* belges au cours de la procédure de liquidation ou de la résolution ».

De l'accord de la déléguée du Ministre, l'article 12/1, alinéa 1^{er}, en projet, de l'annexe III sera complété afin de prévoir expressément l'obligation de *reporting* et d'assurer ainsi la transposition de l'article 21, paragraphe 3, de la directive (UE) 2019/2162.

Article 45

Comme l'a confirmé la déléguée du Ministre, à l'article 13/1, § 2, alinéa 1^{er}, en projet de l'annexe III, les mots « visé au paragraphe 1^{er}, point a), premier tiret » seront remplacés par les mots « visé au paragraphe 1^{er}, 1^o, premier tiret ».

Article 46

Dans la version française de l'article 15, § 1^{er}, 1^o, alinéa 2, en projet de l'annexe III, la deuxième occurrence du mot « pour » sera omise.

Article 47

Interrogée sur la raison pour laquelle les mots « et disponibles », qui figurent à l'article 14, paragraphe 2, f), de la directive (UE) 2019/2162, n'ont pas été transposés à l'article 15/1, § 1^{er}, 6^o, en projet, de l'annexe III, la déléguée du Ministre a répondu ce qui suit :

« Ce mot n'a pas été repris car il est évident qu'un actif requis doit nécessairement être disponible afin de couvrir les obligations de paiement relatives aux *covered bonds*. Si l'actif concerné n'était pas disponible, il ne répondrait pas aux exigences d'éligibilité applicables ».

Cette explication figurera utilement dans l'exposé des motifs.

Article 51

Dès lors que certaines dispositions de l'avant-projet prennent en considération les modifications, non encore entrées en vigueur, apportées à la loi bancaire par la loi du 11 juillet 2021 ¹⁰, il y a lieu de prévoir que ces dispositions entreront en vigueur au plus tôt le même jour que les dispositions modificatives contenues dans cette loi ¹¹.

OBSERVATION FINALE DE LÉGISTIQUE

L'auteur de l'avant-projet est invité à vérifier que les phrases liminaires des dispositions modificatives de l'avant-projet renseignent l'historique des modifications éventuellement subies antérieurement par les dispositions modifiées et ce, conformément aux indications fournies par le *Code de légistique* du Conseil d'État ¹².

¹⁰ Il s'agit notamment des articles 4 et 6, 1^o, de l'avant-projet.

¹¹ *Principes de technique législative-Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 130.

¹² *Ibidem*, recommandations n°s 113 à 115.

Il tiendra compte notamment des éléments suivants :

– l'article 236 de la loi bancaire, modifié par l'article 14 de l'avant-projet, a été modifié en dernier lieu par l'article 164 de la loi du 11 juillet 2021 'visant à assurer la transposition de la directive 2019/878 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019, de la directive 2019/879 du Parlement européen et du Conseil du 20 mai 2019, de la directive 2019/2034 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019, de la directive 2019/2177 du Parlement européen et du Conseil du 19 décembre 2019, de la directive 2021/338 du Parlement européen et du Conseil du 16 février 2021 et portant dispositions diverses' ;

– l'article 347 de la loi bancaire, complété par l'article 17 de l'avant-projet, a été modifié en dernier lieu par l'article 227 de la même loi du 11 juillet 2021 ;

– l'article 348 de la loi bancaire, complété par l'article 18 de l'avant-projet, a été modifié en dernier lieu par l'article 25 de loi du 2 juin 2021 'portant dispositions financières diverses relatives à la lutte contre la fraude'.

*

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het voorontwerp,[‡] de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

1.1. Artikel 36, lid 4, van verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)’, gelezen in samenhang met artikel 57, lid 1, c), en overweging 96 van de aanhef ervan en, in voorkomend geval, met artikel 2, tweede lid, van de wet van 30 juli 2018 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen met betrekking tot de verwerking van persoonsgegevens’, voorziet in een verplichting om de toezichthoudende autoriteit, in dit geval de Gegevensbeschermingsautoriteit bedoeld in de wet van 3 december 2017 ‘tot oprichting van de Gegevensbeschermingsautoriteit’, onder meer te raadplegen bij het opstellen van een voorstel voor een door een nationaal parlement vast te stellen wetgevingsmaatregel in verband met verwerking.

1.2. Op de vraag of de artikelen 14 en 16 tot 18 van het voorontwerp voor advies waren voorgelegd aan de Gegevensbeschermingsautoriteit vermits bij de bekendmaking die bij die artikelen wordt voorgeschreven onder meer ook “de identiteit van de natuurlijke persoon of rechtspersoon aan wie de sanctie of maatregel is opgelegd” moet worden vermeld overeenkomstig artikel 24, lid 3, van richtlijn (EU) 2019/2162 van het Europees Parlement en de Raad van 27 november 2019 ‘betreffende de uitgifte van gedekte obligaties en het overheidstoezicht op gedekte obligaties en tot wijziging van de Richtlijnen 2009/65/EG en 2014/59/EU’, heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

“Si une telle publication du nom est requise, il s’agira nécessairement du nom d’un établissement de crédit (puisque seuls ceux-ci sont autorisés à émettre des *covered bonds* belges). Or, les règles applicables en matière de traitement de données à caractère personnel, ne s’appliquent qu’aux personnes physiques. Une telle demande d’avis ne sera donc pas nécessaire.”

Er kan evenwel niet worden uitgesloten dat de strafrechtelijke veroordelingen die luidens artikel 18 van het voorontwerp bekendgemaakt moeten worden, betrekking hebben op natuurlijke personen, zodat het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit hoe dan ook over dat aspect van het voorontwerp moet worden ingewonnen.

[‡] Aangezien het om een voorontwerp van wet gaat, wordt onder “rechtsgrond” de overeenstemming met de hogere rechtsnormen verstaan.

1.3. Met betrekking tot het ontworpen artikel 15/1, § 1, 3°, van bijlage III bij de wet van 25 april 2014 ‘op het statuut van en het toezicht op kredietinstellingen en beursvennootschappen’ (hierna: “de bankwet”),¹ dat voorschrijft dat, als er geen zekerheden zijn die de dekkingsactiva waarborgen, de woonplaats of de zetel van de schuldenaars van die activa gepubliceerd moet worden, heeft de gemachtigde van de Minister het volgende verklaard:

“Le nom des débiteurs n’est pas demandé et le texte va être adapté afin de préciser qu’une répartition géographique des domiciles et sièges sociaux des débiteurs doit être rapportée. Les données spécifiques des clients ne doivent donc pas être identifiées.”

Het voorontwerp moet bijgevolg aldus worden aangepast dat elke verwerking van persoonsgegevens uitgesloten wordt.

2. Artikel 13, lid 4, en artikel 17, lid 2, van richtlijn (EU) 2019/2162 bepalen dat de lidstaten, respectievelijk wanneer ze eisen dat de kredietinstellingen een dekkingspoolmonitor aanstellen en wanneer ze de uitgifte van gedekte obligaties met verlengbare-looptijdstructuren toestaan, daarvan de Europese Bankautoriteit (hierna “de EBA”) in kennis moeten stellen.

Aangezien de steller van het voorontwerp van die twee mogelijkheden gebruikmaakt, moet hij ervoor zorgen dat die verplichting om de EBA daarvan in kennis te stellen, nagekomen wordt.

3. Indien ten gevolge van de vervulling van die vormvereisten nog wijzigingen aangebracht zouden worden in de tekst die aan de afdeling Wetgeving voorgelegd is, en die wijzigingen niet ook voortvloeien uit het gevolg dat gegeven wordt aan dit advies, moeten de gewijzigde bepalingen opnieuw aan de afdeling Wetgeving voorgelegd worden, overeenkomstig artikel 3, § 1, eerste lid, van de gecoördineerde wetten ‘op de Raad van State’.

ALGEMENE OPMERKINGEN

1. De bankwet is gewijzigd bij de artikelen 16 tot 301 van de wet van 11 juli 2021 ‘tot omzetting van richtlijn 2019/878 van het Europees Parlement en de Raad van 20 mei 2019, van richtlijn 2019/879 van het Europees Parlement en de Raad van 20 mei 2019, van richtlijn 2019/2034 van het Europees Parlement en de Raad van 27 november 2019, van richtlijn 2019/2177 van het Europees Parlement en de Raad van 19 december 2019, van richtlijn 2021/338 van het Europees Parlement en de Raad van 16 februari 2021 en houdende diverse bepalingen’, die bekendgemaakt is in het *Belgisch Staatsblad* van 23 juli 2021.

In artikel 315 van de wet van 11 juli 2021 staat het volgende met betrekking tot de inwerkingtreding ervan:

“Deze wet treedt in werking op de dag waarop ze in het Belgisch Staatsblad wordt bekendgemaakt.

¹ Artikel 47 van het voorontwerp.

Bij wijze van uitzondering, treden de artikelen 16, 17 en 18, 1°, 3°, 4°, 7°, 10° tot 18° en 20° tot 23° en artikelen 20, 21, 22, 27, 30, 1° en 3°, 31, 32, 34, 36 tot 41, 43, 66, 67, 162, 165, 166, 218, 219, 220, 224, 228, 230 tot 232, 259, 263, 266, 2° en 302 in werking op de dag waarop de wet tot omzetting van Richtlijn (EU) 2019/2034 van het Europees Parlement en de Raad van 27 november 2019 betreffende het prudentiële toezicht op beleggingsondernemingen en tot wijziging van Richtlijnen 2002/87/EG, 2009/65/EG, 2011/61/EU, 2013/36/EU, 2014/59/EU en 2014/65/EU in werking treedt zoals in die wet zal bepaald worden voor de toepassing van het onde[r]havige lid.

Bij wijze van uitzondering treedt artikel 71 in werking op 28 juni 2021.

Bij wijze van uitzondering treden de artikelen 47, 54, 55, 56, 57, 58, 61, 1° en 62 in werking op 1 januari 2023.

Bij wijze van uitzondering treden de artikelen 270 en 271 in werking op 12 maanden na de bekendmaking van deze wet in het Belgisch Staatsblad.

Bij wijze van uitzondering treden de artikelen 303 tot 309 in werking op 30 juni 2021.”

De steller van het voorontwerp moet erover waken dat rekening gehouden wordt met de bepalingen van de wet van 11 juli 2021 die de bankwet wijzigen en die in werking treden voordat de ontworpen wet in werking treedt.²

2.1. Het dossier dat voorgelegd is aan de afdeling Wetgeving bevat een concordantietabel waarin wordt aangegeven met welke tekst van het voorontwerp van wet, de tekst van richtlijn (EU) 2019/2162, overeenstemt.

Hoewel die tabel zeer nuttig is, is ze ontoereikend. De memorie van toelichting moet aangevuld worden met een tabel waarin de overeenstemming in omgekeerde zin weergegeven wordt, zodat het Parlement zich met kennis van zaken kan uitspreken over de keuze van de middelen die de steller van het voorontwerp heeft aangewend om te zorgen voor de omzetting van de richtlijn en om te voorkomen dat de uitoefening van het recht van amendement, vervat in artikel 76 van de Grondwet, de grenzen overschrijdt van de beoordelingsbevoegdheid die het Europees recht aan de lidstaten laat.³

2.2. Bovendien moeten – zoals de gemachtigde van de Minister heeft beaamd - in de concordantietabel voor richtlijn (EU) 2019/2162, de volgende correcties worden aangebracht:

a) artikel 6, lid 6, van de richtlijn zal omgezet worden bij een koninklijk besluit dat uitgevaardigd wordt ter uitvoering van het ontworpen artikel 81, § 4, 1°, van de bankwet, zoals dat vervat is in artikel 8 van het voorontwerp;

² De aandacht van de steller van het voorontwerp wordt in het bijzonder gevestigd op artikel 16 van de wet van 11 juli 2021, waarbij het opschrift van de bankwet wordt gewijzigd. Mocht dat artikel in werking treden voordat de ontworpen wet wordt aangenomen, dan moeten het opschrift van het voorontwerp, het opschrift van hoofdstuk II ervan alsook de inleidende zin van artikel 3 aangepast worden. Bovendien moet, aangezien alleen de geldende wijzigingen vermeld moeten worden die een artikel dat gewijzigd wordt heeft ondergaan, de inleidende zin van de artikelen 3, 4 en 6 zo worden herzien dat in voorkomend geval, de wijziging die aangebracht wordt bij de wet van 11 juli 2021 vermeld wordt.

³ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek – Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbevelingen 191 tot 193.

b) artikel 12, lid 1, tweede alinea, van de richtlijn wordt omgezet bij artikel 28, 2°, van het voorontwerp en zal omgezet worden bij een koninklijk uitvoeringsbesluit;

c) wat artikel 15, lid 1 en 2, van de richtlijn betreft, moet vermeld worden dat dit omgezet wordt bij artikel 4, eerste lid, van bijlage III, en niet bij artikel 4, § 1, van die bijlage;

d) artikel 15, lid 8, van de richtlijn zal omgezet worden bij een koninklijk uitvoeringsbesluit;

e) wat artikel 17 van de richtlijn betreft, moet vermeld worden dat dit omgezet wordt bij artikel 8, § 3, b), van bijlage III en niet bij artikel 8, § 3, c), van die bijlage;

f) artikel 18, lid 6, van de richtlijn wordt omgezet bij artikel 12*bis* van de wet van 22 februari 1998 ‘tot vaststelling van het organiek statuut van de Nationale Bank van België’;

g) artikel 19, lid 2, c), van de richtlijn wordt omgezet bij artikel 80, § 2, 3°, van de bankwet, en artikel 19, lid 2, d), van de richtlijn, bij artikel 80, § 2, 1°, van de bankwet;

h) artikel 20, lid 1, van de richtlijn wordt omgezet bij artikel 42 van het voorontwerp, waarbij artikel 12/1 van bijlage III (en niet artikel 18 van die bijlage) wordt ingevoegd;

i) artikel 21, lid 3, van de richtlijn wordt omgezet bij artikel 12/1 van bijlage III (zie de opmerking gemaakt bij artikel 42);

j) artikel 26, lid 1, c), en lid 3, van de richtlijn wordt omgezet bij de artikelen 5 en 9 van het voorontwerp (zie de opmerkingen gemaakt bij die artikelen 5 en 9);

3. De machtigingen die bij verschillende bepalingen van het voorontwerp aan de Koning worden verleend (zie onder meer de artikelen 25 en 48) mogen niet vrijblijvend zijn aangezien voor de omzetting van de richtlijn noodzakelijkerwijs een koninklijk besluit moet worden uitgevaardigd.

De machtigingen vervat in die bepalingen moeten zo worden geformuleerd dat ze een verplichting inhouden.⁴

⁴ Zie in die zin advies 50.141/2, dat op 21 september 2011 gegeven is over een voorontwerp dat geleid heeft tot de wet van 3 augustus 2012 ‘betreffende de instellingen voor collectieve belegging die voldoen aan de voorwaarden van Richtlijn 2009/65/EG en de instellingen voor belegging in schuldvorderingen’, *Parl.St.* Kamer 2011-12, nr. 53-2218/1, 261 tot 296, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/50141.pdf>.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

OPSCHRIFT

Aangezien artikel 50 van het voorontwerp strekt tot wijziging van de wet van 11 maart 2018 ‘betreffende het statuut van en het toezicht op de betalingsinstellingen en de instellingen voor elektronisch geld, de toegang tot het bedrijf van betalingsdienstaanbieder en tot de activiteit van uitgifte van elektronisch geld, en de toegang tot betalingssystemen’, moet die wet ook worden vermeld in het opschrift van het voorontwerp

INDIENINGSBESLUIT

De aanhef van het indieningsbesluit moet beperkt blijven tot de volgende formule:

“Op de voordracht van de Minister van Financiën;”.

DISPOSITIEF

Artikel 2

Er moet worden gepreciseerd dat het ontwerp slechts voorziet in een gedeeltelijke omzetting van richtlijn (EU) 2019/2162 .

Artikel 5

Naar aanleiding van een vraag over de omzetting van artikel 26, lid 1, c), van richtlijn (EU) 2019/2162 heeft de gemachtigde van de Minister het volgende geantwoord:

“Si les exigences applicables sont respectées une fois le projet de loi entré en vigueur, les *covered bonds* belges répondront à la dénomination de ‘obligations garanties européennes’ et les lettres de gage belges correspondront aux ‘obligations garanties européennes (de qualité supérieur[e])’. Ceci ressort également du nouvel article 6, § 3 de la loi relatif aux dénominations, qui fait respectivement référence pour chacune des dénominations prévues par la Directive aux dénominations ‘*covered bonds* belges’ et ‘lettres de gage belges’. L’article 26, paragraphe 3 de la Directive est donc transposé à l’article 82, alinéa 2, dernière phrase, lu en combinaison avec l’article 6 de la loi tel que modifié par le projet. Nous allons encore apporter une clarification à l’article 6 afin d’éviter tout malentendu.”

Het ontworpen artikel 6, § 3, van de bankwet moet met het oog op de omzetting van artikel 26, lid 1, c), van richtlijn (EU) 2019/2162 worden verduidelijkt.

Artikel 7

Ter wille van de rechtszekerheid dient in het ontworpen artikel 80 van de bankwet te worden voorzien in de verzending van een ontvangstbewijs van de toestemmingsaanvraag en van een ontvangstbewijs van een volledig dossier, alsook in de termijnen waarbinnen die ontvangstbewijzen moeten worden verzonden⁵, of in een machtiging aan de Koning om de procedure op die punten nader te omschrijven.

Artikel 8

Luidens het ontworpen artikel 81, § 1, eerste lid, van de bankwet is de Nationale Bank van België gemachtigd om te bepalen welke gegevens vereist zijn in het kader van de indiening van de aanvraag om toestemming voor een bepaalde uitgifte of een bepaald uitgifteprogramma, met dien verstande dat de informatie op zijn minst betrekking moet hebben op de aspecten die worden opgesomd in het ontworpen artikel 81, § 1, eerste lid, 1° tot 4°.

Die bepaling verleent aan de Nationale Bank van België een bevoegdheid waarvan niet is uitgesloten dat ze bij wege van verordening kan worden uitgeoefend.

Zoals de afdeling Wetgeving in het verleden reeds herhaaldelijk heeft opgemerkt, valt het toekennen van verordenende bevoegdheden aan instanties of openbare instellingen of aan organen ervan moeilijk in overeenstemming te brengen met de algemene principes van het Belgisch publiek recht, aangezien erdoor wordt geraakt aan het beginsel van de eenheid van de verordenende macht en ter zake iedere rechtstreekse parlementaire controle ontbreekt. Verordeningen van die aard ontberen daarenboven de waarborgen waarmee de klassieke regelgeving gepaard gaat, zoals die inzake bekendmaking en de preventieve controle van de afdeling Wetgeving van de Raad van State; bovendien creëert die praktijk onzekerheid over de plaats die die regelgevende teksten innemen in de hiërarchie van de normen.

⁵ Zie bijvoorbeeld het opschrift van het ontworpen artikel 81, § 2, van de bankwet en zie in die zin advies 66.905/4 gegeven op 12 februari 2020 over een ontwerp dat heeft geleid tot het besluit van de Waalse Regering van 12 maart 2020 'tot invoeging van sommige bepalingen betreffende de erkenningsprocedure van de locoregionale klinische ziekenhuisnetwerken in het reglementair deel van het Waals Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid' (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/66905.pdf>) en advies 69.199/4 gegeven op 11 mei 2021 over een ontwerpbesluit van de Waalse Regering 'modifiant et abrogeant certaines dispositions du Code réglementaire wallon de l'Action sociale et de la Santé, Deuxième partie, Livre V, Titre VI et Titre VII, relatives aux services d'aide précoce, aux services d'accompagnement pour adultes, aux services d'aide à l'intégration des jeunes handicapés et aux services organisant du répit en faveur des aidants proches et des personnes handicapées' en het besluit van 27 mei 2010 'betreffende de subsidiëring van de maatregelen van de driedelige overeenkomst voor de Waalse privé non-profit sector'.

Als de afdeling Wetgeving in het verleden al uitzonderingen op het verbod van delegatie van een reglementaire bevoegdheid aan zulke instanties of openbare instellingen toelaatbaar heeft geacht, betrof het doorgaans delegaties met een beperkte draagwijdte en van een zodanig technische aard dat ervan kon worden uitgegaan dat de instanties of de instellingen, die de betrokken regelgeving dienden toe te passen, ook het best geplaatst waren om die met kennis van zaken uit te werken en de aldus gedelegeerde bevoegdheid uit te oefenen⁶.

De steller van het voorontwerp dient na te gaan of de aan de Belgische Nationale Bank gedelegeerde verordnungsbevoegdheid een beperkte draagwijdte heeft en van een zodanig technische aard is dat ze het best geplaatst is om die uit te werken. Het ontworpen artikel 81, § 1, eerste lid, van de bankwet moet op zijn minst worden herzien teneinde te bepalen dat het door de Nationale Bank aangenomen reglement ter goedkeuring aan de Koning zal worden voorgelegd.⁷

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 35, 7°, van het voorontwerp met betrekking tot het ontworpen artikel 8, § 5, 3°, van bijlage III bij de bankwet.

Artikel 9

1. In de Franse tekst van het ontworpen artikel 82, derde lid, van de bankwet moet de tweede vermelding van het woord “de” worden geschrapt.

2. Zoals de gemachtigde van de Minister heeft beaamd, moet het ontworpen artikel 82 van de bankwet worden aangevuld met de vermelding dat de lijsten jaarlijks aan de EBA worden meegedeeld, teneinde ervoor te zorgen dat artikel 26, lid 3, van richtlijn (EU) 2019/2162 wordt omgezet.

Artikel 14

Het ontworpen artikel 236, § 4/1, van de bankwet luidt als volgt:

“§ 4/1. Wanneer de in dit artikel bedoelde maatregelen worden opgelegd wegens niet-naleving van de verplichtingen die door of krachtens deze wet zijn vastgesteld ter omzetting van Richtlijn 2014/65/EU en Richtlijn 2019/2162/EU, maakt de toezichthouder de oplegging van die maatregelen bekend overeenkomstig, respectievelijk, de artikelen 71 en 24 van die richtlijnen.”

⁶ Zie advies 40.615/2, gegeven op 6 juni 2006 over een voorontwerp dat heeft geleid tot de wet van 20 juli 2006 ‘dringende diverse bepalingen’ (<http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/40615.pdf>) en advies 69.453/2, gegeven op 24 juni 2021 over een voorontwerp van wet ‘tot organisatie van een Register van kredieten aan ondernemingen’.

⁷ In navolging van de artikelen 46, 6°, en 48, 4°, van het voorontwerp, die bepalen dat de Nationale Bank van België een reglement aanneemt, vastgesteld met toepassing van artikel 12bis, § 2, van de wet van 22 februari 1998 ‘tot vaststelling van het organiek statuut van de Nationale Bank van België’; in het derde lid ervan wordt het volgende bepaald: “Deze reglementen hebben slechts uitwerking na goedkeuring door de Koning en bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*. De Koning kan wijzigingen aanbrengen aan deze reglementen of deze regels zelf vaststellen indien de Bank geen reglement heeft vastgesteld”.

Een Europese richtlijn is bestemd voor de lidstaten die verplicht zijn ze om te zetten, dat wil zeggen de regels ervan op te nemen in hun interne recht. Een dergelijke omzetting door verwijzing naar richtlijnbepalingen wordt door de afdeling Wetgeving in principe afgeraden, omdat een dergelijke werkwijze niet garandeert dat die bepalingen daadwerkelijk in het interne recht worden omgezet⁸. Het Hof van Justitie is immers van oordeel dat de omzetting in het interne recht op voldoende duidelijke en nauwkeurige wijze moet worden verzekerd⁹. De techniek van omzetting door verwijzing is in elk geval onaanvaardbaar wanneer de richtlijnbepalingen waarnaar wordt verwezen een beoordelingsmarge laten aan de lidstaten, zoals het geval is met artikel 71 van richtlijn 2014/65/EU en met artikel 24 van richtlijn 2019/2162/EU, waarnaar het voorontwerp verwijst.

Artikel 14 van het voorontwerp dient bijgevolg te worden herzien zodat de voornoemde bepalingen daadwerkelijk worden omgezet.

Dezelfde opmerking geldt voor de artikelen 16 tot 18 van het voorontwerp.

Artikel 21

1. De gemachtigde van de Minister heeft te kennen gegeven dat het begrip “bijzonder vermogen”, dat voorkomt in artikel 21, 5°, van het voorontwerp, en het begrip “dekkingspool”, dat voorkomt in artikel 3, 3°, van richtlijn (EU) 2019/2162, dezelfde draagwijdte hebben.

Men zou er goed aan deze verduidelijking in de memorie van toelichting op te nemen.

2. Naar aanleiding van de vraag waarom de woorden “die bepalend zijn voor de aard van de dekkingspool [die gevormd wordt door het bijzonder vermogen]”, die voorkomen in artikel 3, 12°, van richtlijn (EU) 2019/2162, niet omgezet worden bij artikel 21, 12°, van het voorontwerp, heeft de gemachtigde van de Minister het volgende uiteengezet:

“Il a été choisi de transposer ces mots par les mots ‘qui composent majoritairement le patrimoine spécial’ car ces derniers mots explicitent de manière plus claire ce que visent les termes ‘actifs principaux’. Les termes ‘nature du patrimoine spécial’ ne sont d’ailleurs repris ni explicités nulle part ailleurs dans la Directive.”

Men zou er goed aan deze informatiegegevens in de memorie van toelichting op te nemen.

⁸ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek – Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 183.

Door dit beginsel in herinnering te brengen heeft de afdeling Wetgeving bezwaar gemaakt tegen de bepaling van een voorontwerp van ordonnantie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest dat ‘de omzetting verzekert van richtlijn (EU) 2015/996’ door middel van een bepaling die zich ertoe beperkt te verwijzen naar de bijlage van die richtlijn (advies 62.343/1, gegeven op 23 november 2017 over een voorontwerp dat heeft geleid tot de ordonnantie van 19 april 2018 ‘tot wijziging van de ordonnantie van 17 juli 1997 betreffende de strijd tegen geluidshinder in een stedelijke omgeving’, (*Parl.St.* Br.Parl., A-632/1 2017-18, 8, <http://www.raadvst-consetat.be/dbx/adviezen/62343.pdf>).

⁹ HvJ 20 maart 1997, C-96/95, *Commissie t. Duitsland*, ECLI:EU:C:1997:165, punt 36.

Artikel 24

De gemachtigde is het ermee eens dat in de inleidende zin van het ontworpen artikel 1/2, van bijlage III bij de bankwet de woorden “artikel 81, § 4, 2°” vervangen moeten worden door de woorden “artikel 81, § 4, 1°”.

Artikel 25

Het ontworpen artikel 81, § 4, 2°, van de bankwet en het ontworpen artikel 1/3, § 2, van bijlage III hebben dezelfde bedoeling, namelijk de Koning ertoe te machtigen te bepalen aan welke voorwaarden de derivatencontracten moeten voldoen. Luidens de eerstgenoemde bepaling dient dat koninklijk besluit evenwel vastgesteld te worden na overleg in de Ministerraad.

De gemachtigde van de Minister is het ermee eens dat het ontwerp aangepast moet worden om dat gebrek aan samenhang op te heffen.

Artikel 41

In de inleidende zin moet vermeld worden dat artikel 12 van bijlage III bij de bankwet gewijzigd is bij de wet van 27 juni 2021.

Artikel 42

Artikel 21, lid 3, van richtlijn (EU) 2019/2162 luidt als volgt:

“De lidstaten voorzien in regels betreffende de informatie die krachtens lid 2 door de kredietinstellingen die gedekte obligaties uitgeven, moet worden verstrekt aan de in overeenstemming met artikel 18, lid 2, aangewezen bevoegde autoriteiten in het geval van insolventie of afwikkeling van een kredietinstelling die gedekte obligaties uitgeeft.”

Naar aanleiding van een vraag betreffende de omzetting van die bepaling heeft de gemachtigde van de Minister te kennen gegeven dat die rapporteringsplicht in geval van insolventie of afwikkeling op de portefeuillebeheerder rust krachtens het ontworpen artikel 12/1, eerste lid, van bijlage III bij de bankwet, welke bepaling als volgt luidt:

“Wanneer er ten aanzien van een kredietinstelling die Belgische *covered bonds* heeft uitgegeven een liquidatieprocedure is geopend of wanneer zij wordt afgewikkeld, werken de Bank, de portefeuillebeheerder en, in voorkomend geval, de afwikkelingsautoriteit samen en wisselen zij de nodige informatie uit met het oog op voornoemde procedures en om te waarborgen dat de rechten en belangen van de houders van Belgische *covered bonds* worden geëerbiedigd, met name door erop toe te zien dat het uitgifteprogramma voor Belgische *covered bonds* tijdens de liquidatieprocedure of de afwikkeling doorlopend en overeenkomstig de wettelijke en reglementaire vereisten wordt beheerd.”

De gemachtigde van de Minister is het ermee eens dat het ontworpen artikel 12/1, eerste lid, van bijlage III aldus aangevuld moet worden dat de rapporteringsplicht daarbij uitdrukkelijk opgelegd wordt, zodat gezorgd wordt voor de omzetting van artikel 21, lid 3, van richtlijn (EU) 2019/2162.

Artikel 45

Zoals de gemachtigde van de Minister bevestigd heeft, moeten in het ontworpen artikel 13/1, § 2, eerste lid, van bijlage III de woorden “in paragraaf 1, punt a), eerste streepje” vervangen worden door de woorden “in paragraaf 1, 1°, eerste streepje”.

Artikel 46

In de Franse tekst van het ontworpen artikel 15, § 1, 1°, tweede lid, van bijlage III moet de tweede vermelding van het woord “pour” weggelaten worden.

Artikel 47

Op de vraag waarom de woorden “en beschikbare”, die voorkomen in artikel 14, lid 2, f), van richtlijn (EU) 2019/2162, niet omgezet worden bij het ontworpen artikel 15/1, § 1, 6°, van bijlage III, heeft de gemachtigde van de Minister het volgende geantwoord:

“Ce mot n’a pas été repris car il est évident qu’un actif requis doit nécessairement être disponible afin de couvrir les obligations de paiement relatives aux *covered bonds*. Si l’actif concerné n’était pas disponible, il ne répondrait pas aux exigences d’éligibilité applicables.”

Men zou er goed aan deze uitleg in de memorie van toelichting op te nemen.

Artikel 51

Doordat in een aantal bepalingen van dit voorontwerp reeds rekening gehouden wordt met de nog niet in werking getreden wijzigingen die in de bankwet aangebracht zijn bij de wet van 11 juli 2021,¹⁰ dient voorgeschreven te worden dat die bepalingen op zijn vroegst in werking treden op dezelfde dag als de wijzigingsbepalingen die in die wet vervat zijn.¹¹

¹⁰ Het gaat inzonderheid om de artikelen 4 en 6, 1°, van het voorontwerp.

¹¹ *Beginnelsen van de wetgevingstechniek - Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab “Wetgevingstechniek”, aanbeveling 130.

SLOTPMERKINGEN VAN WETGEVINGSTECHNISCHE AARD

De steller van het voorontwerp wordt verzocht na te gaan of in de inleidende zin van de wijzigingsbepalingen van het voorontwerp melding gemaakt wordt van de wijzigingen die in voorkomend geval voorheen aangebracht zijn in de te wijzigen bepalingen en wel overeenkomstig de aanwijzingen vervat in de *Handleiding Wetgevingstechniek* van de Raad van State.¹²

Daarbij moet hij rekening houden met onder meer de volgende gegevens:

– artikel 236 van de bankwet, dat gewijzigd wordt bij artikel 14 van het voorontwerp, is laatstelijk gewijzigd bij artikel 164 van de wet van 11 juli 2021 ‘tot omzetting van richtlijn 2019/878 van het Europees Parlement en de Raad van 20 mei 2019, van richtlijn 2019/879 van het Europees Parlement en de Raad van 20 mei 2019, van richtlijn 2019/2034 van het Europees Parlement en de Raad van 27 november 2019, van richtlijn 2019/2177 van het Europees Parlement en de Raad van 19 december 2019, van richtlijn 2021/338 van het Europees Parlement en de Raad van 16 februari 2021 en houdende diverse bepalingen’;

– artikel 347 van de bankwet, dat aangevuld wordt bij artikel 17 van het voorontwerp, is laatstelijk gewijzigd bij artikel 227 van diezelfde wet van 11 juli 2021;

– artikel 348 van de bankwet, dat aangevuld wordt bij artikel 18 van het voorontwerp, is laatstelijk gewijzigd bij artikel 25 van de wet van 2 juni 2021 ‘houdende diverse financiële bepalingen inzake fraudebestrijding’.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Charles-Henri VAN HOVE

Pierre VANDERNOOT

¹² *Ibidem*, aanbevelingen 113 tot 115.